



Suds

Géographies critiques, perspectives des Suds

289 | 2024

Les nouvelles villes-capitales des Suds à l'époque contemporaine : projets et bilans critiques

L'oléoduc par le bas : enjeux socio-économiques et récits locaux sur une méga infrastructure dans le nord du Bénin

Kamal Donko, Ramanou Y.M.A. Aboudou et Martin Doevenspeck



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/suds/1800>

DOI : 10.4000/12qn8

ISSN : 3001-591X

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2024

Pagination : 247-273

ISBN : 979-10-300-1154-8

ISSN : 3001-2139

Référence électronique

Kamal Donko, Ramanou Y.M.A. Aboudou et Martin Doevenspeck, « L'oléoduc par le bas : enjeux socio-économiques et récits locaux sur une méga infrastructure dans le nord du Bénin », *Suds* [En ligne], 289 | 2024, mis en ligne le 02 janvier 2026, consulté le 12 mars 2026. URL : <http://journals.openedition.org/suds/1800> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/12qn8>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

L'oléoduc par le bas : enjeux socio-économiques et récits locaux sur une méga infrastructure dans le nord du Bénin

Kamal DONKO¹, Ramanou Y.M.A. ABOUDOU²,
Martin DOEVEN SPECK³

Résumé

Cet article adopte une perspective subalterne pour analyser les enjeux socio-économiques du projet de construction du plus long oléoduc d'Afrique reliant le Niger au Bénin. L'approche met l'accent sur la manière dont les populations locales du nord du Bénin perçoivent ce projet, un aspect souvent négligé dans les discours conventionnels, tout en tenant compte des enjeux socio-économiques associés. La réalisation du projet, confiée à la West African Oil Pipeline Company - Bénin (WAPCO-Bénin), filiale de la China National Petroleum Company (CNPC), est financée à hauteur de 45 milliards d'euros. L'article s'appuie sur une ethnographie multisite collectant des récits et des discours des communautés locales, révélant une diversité de points de vue allant de l'enthousiasme pour les opportunités économiques à des préoccupations concernant les pertes de terres agricoles et les impacts environnementaux. La construction de l'oléoduc a généré des retombées économiques positives, telles que la création d'emplois et des compensations financières. Cependant, des tensions subsistent en raison d'une communication insuffisante et tardive des autorités, ainsi que des contestations sur les modalités de compensation et de participation des populations locales dans le processus décisionnel. En privilégiant une analyse « par le bas », l'article apporte une contribution significative à la compréhension des dynamiques locales,

1. Chercheur au Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (Lasdel) à l'Université de Parakou (Bénin), kamaldonko@gmail.com

2. Enseignant-chercheur à l'Université de Parakou (Bénin), aboudou_ramanou@yahoo.fr

3. Enseignant-chercheur à l'Université de Bayreuth (Allemagne), doevenspeck@uni-bayreuth.de

soulignant l'importance d'une gouvernance transparente et participative pour assurer l'acceptabilité sociale et le succès des projets d'infrastructure en intégrant pleinement les communautés locales.

Mots-clés : oléoduc, Niger, Bénin, perspective subalterne, développement

Abstract

This paper employs a subaltern perspective to examine the socioeconomic implications of the construction of Africa's longest oil pipeline, which connects Niger to Benin. It focuses on the perceptions of local populations in northern Benin regarding this project and the associated socioeconomic issues. The approach prioritizes the perceptions of local populations, which are often overlooked in conventional discourses. The project, entrusted to the West African Oil Pipeline Company-Benin (WAPCO-Benin), a subsidiary of the China National Petroleum Company (CNPC), is financed for 45 billion euros. The paper relies on a multi-site ethnography to collect narratives and discourses from local communities, revealing a diversity of viewpoints ranging from enthusiasm for economic opportunities to concerns about the loss of agricultural land and environmental impacts. The construction of the pipeline has generated positive economic impacts, such as job creation and financial compensation. However, tensions persist due to insufficient and delayed communication from authorities, as well as disputes over the modalities of compensation and local populations' participation in the decision-making process. By prioritizing a "bottom-up" analysis, the article makes a significant contribution to understanding local dynamics, emphasizing the importance of transparent and participatory governance to ensure the social acceptability and success of infrastructure projects by fully integrating local communities.

Keywords: oil pipeline, Niger, Benin, subaltern perspective, development

Introduction

Le pétrole est devenu un dieu : il a ses dévots, il a un culte.
(Maxime du Camp, cité par Munier 2016)

Cette métaphore de Maxime du Camp, reprise par Munier (2016), trouve une application tangible dans les arcanes de la géopolitique et des industries extractives du secteur des hydrocarbures, et attire particulièrement l'attention dans le contexte de l'exploitation pétrolière africaine. Ceci se cristallise dans les débats autour du projet de construction du plus long oléoduc d'Afrique destiné à relier le gisement de l'Agadem au Niger au port béninois de Sèmè distant de 1 980 km. Cette infrastructure illustre l'ambition de tirer profit des abondantes ressources pétrolières de la région et les préoccupations éthiques et environnementales qui entourent de tels projets. La région nord du Bénin,

qui sert de zone de transit à cet oléoduc, devient ainsi le théâtre de multiples enjeux géopolitiques et sociaux.

Notre démarche s'inscrit dans ce contexte complexe où le pétrole africain, objet de convoitise des grandes puissances, continue de susciter un débat profondément ancré dans la sphère académique. En effet, plusieurs théories – Pérouse de Montclos (2019), Wenar *et al.* (2018) et Mazzucchi (2017) – mettent en lumière les paradoxes et les défis inhérents à l'exploitation des ressources pétrolières en Afrique. Ces théories, incarnées par les concepts de la « malédiction des ressources », du « piège de la pauvreté », et de « l'État rentier », suggèrent que l'abondance des ressources ne garantit pas nécessairement un développement équitable, mais peut au contraire engendrer des pratiques économiques néfastes et une gouvernance défailante. Ces dimensions complexes du pétrole africain méritent d'être explorées, en se penchant particulièrement sur la perception des populations locales dans le nord du Bénin. Nous examinons les implications sociales, économiques et environnementales de l'oléoduc tout en considérant les défis conceptuels et théoriques soulevés par la littérature académique spécialisée. Notre objectif est d'apporter une contribution significative à la compréhension des enjeux cruciaux entourant l'exploitation du pétrole en Afrique.

L'Afrique est souvent décrite comme un objet absent (Mbembé 2001), dépeinte à travers le prisme de la carence, de l'incapacité, et de la dépendance perpétuelle à l'égard de l'Occident (Sharp 2019 ; Ferguson 2006). Toutefois, des réformes dans de nouveaux pays pétroliers témoignent d'une volonté de renverser cette dynamique. Le pétrole a le potentiel de générer des ressources socio-économiques considérables sur les populations locales (Andrews, Siakwah 2020 ; Andrews 2013 ; Owusu-Koranteng 2008). Les revenus du pétrole peuvent catalyser des transformations sociales et économiques substantielles dans de nombreux États africains producteurs de pétrole (Behrends, Schareika 2010). L'intégration économique des communautés locales dans ce secteur est un enjeu fort (Adedeji *et al.* 2016 ; Ablo 2015 ; Ovadia 2014).

À une échelle régionale, les pays de l'hinterland, tels que le Tchad, l'Ouganda, et le Niger, doivent collaborer avec des pays côtiers pour acheminer leur pétrole vers les marchés mondiaux (Kinyera, Doeveenspeck 2019). La construction de l'oléoduc représente non seulement une source d'emplois, mais également un catalyseur de réalisations d'infrastructures sociocommunautaires. Cependant, ces projets ne sont pas exempts de contestations, tant au niveau national qu'international, de la part d'organismes soucieux de la protection de l'environnement. Des mégaprojets de forages et de construction de l'oléoduc, ont suscité diverses contestations comme c'est le cas avec

la East African Crude Oil Pipeline (EACOP) entre l'Ouganda et la Tanzanie (Smith *et al.* 2022 ; Kinyera, Doevenspeck 2019). Or, le projet de construction de l'oléoduc, bien que plus étendu, semble échapper à des oppositions majeures. Le gouvernement béninois, sous la bannière de la « rupture », a réussi à contenir les contestations de manière variable. Cependant, malgré les efforts de communication, l'engagement et la compréhension du projet au sein de la société restent insuffisants. Le présent article vise donc à combler cette lacune en explorant les perceptions locales, ainsi que les enjeux socio-économiques et géopolitiques entourant le projet de construction du Pipeline Export Niger - Bénin (PENB).

La question centrale de cette recherche est de savoir comment les populations locales perçoivent le projet de construction de l'oléoduc Bénin-Niger, et comment sont-elles impactées par ce dernier. Pour répondre à cette question, cet article adopte une perspective subalterne afin d'analyser les dynamiques socio-économiques et environnementales autour de ce projet. Le plan de l'article est structuré comme suit : d'abord, nous présenterons le cadre théorique, en nous appuyant sur les théories de la « malédiction des ressources » et de « l'État rentier », ainsi que sur les concepts clés des études postcoloniales et subalternes. Ensuite, nous décrirons le contexte du projet de l'oléoduc Bénin-Niger et les méthodes de recherche employées, notamment l'ethnographie multisite. Par la suite, nous analyserons les perceptions locales et les impacts socio-économiques du projet, en mettant en lumière les récits des populations affectées. Enfin, nous concluons par une synthèse des principaux enseignements de l'étude et des propositions pour une meilleure gouvernance des projets d'infrastructure en Afrique. En adoptant une approche « par le bas », cet article ambitionne d'enrichir la littérature sur les dynamiques pétrolières en mettant l'accent sur les aspirations et les expériences des populations locales dans le nord du Bénin.

L'Oléoduc en Afrique subsaharienne au prisme de la perspective subalterne

Les courants théoriques des études postcoloniales et subalternes, élaborés par des intellectuels tels qu'Appadurai (2009), Said (1997), Bhabha (1994) et Spivak (1988), reposent sur une affirmation fondamentale de la colonialité du pouvoir illustrant la distance systémique entre l'élite et le subalterne. Ces travaux fournissent un cadre analytique essentiel pour déconstruire les dynamiques de pouvoir héritées de la période coloniale. Dans cette perspective, les discours et la rhétorique entourant les mouvements sociaux et politiques,

ainsi que les actions directement observables telles que les manifestations ou les rébellions, telles qu'étudiées par Delori (2019), Jazeel (2014), Jazeel et Legg (2019) constituent des apports essentiels pour élucider le concept de subalternité. La perspective subalterne, en tant que champ d'analyse, s'étend à l'examen des espaces où vivent des populations en position subalterne par rapport à une norme sociale externe et contraignante. Cette approche englobe ainsi une compréhension plus approfondie des réalités vécues par les individus marginalisés dans les contextes postcoloniaux, révélant les multiples facettes de la domination et de la résistance dans ces espaces sociaux spécifiques.

Pour une compréhension approfondie des dynamiques spatiales et géopolitiques, il est impératif d'intégrer le point de vue des populations locales. La perspective subalterne en géographie, telle qu'explorée par Jazeel et Legg (2019), révèle les contradictions et ambiguïtés qui surgissent lorsque les projets de développement ignorent les réalités vécues par ces communautés. Cette approche souligne la nécessité de prendre en compte les savoirs locaux pour combler le fossé entre les discours officiels et les expériences quotidiennes des populations concernées. Selimanovski (2008) enrichit cette perspective en intégrant les représentations locales, les divers réseaux de pouvoir et les formes de ségrégation sociospatiale. Cette démarche permet de comprendre les dynamiques géopolitiques complexes qui dépassent les cadres traditionnels et simplistes (Paiva, Roque de Oliveira 2021 ; Craggs 2018).

Le cadre théorique du postcolonialisme est essentiel pour lutter contre la marginalisation des communautés locales. Sharp (2011) met en avant l'importance de réexaminer les structures de pouvoir afin de favoriser l'autonomisation des populations marginalisées. Cette reconfiguration du pouvoir permet de valoriser les voix et les savoirs locaux, offrant une alternative aux modèles de développement imposés de manière descendante. La construction de l'oléoduc Bénin-Niger illustre bien l'importance de cette approche. Souvent perçu comme un projet économique, il possède une dimension géopolitique significative qui ne peut être pleinement comprise sans considérer les réactions et les aspirations des communautés locales. Les études de Roudier *et al.* (2021), Subra (2016) et Mocavini (2019) révèlent que les interactions entre la géopolitique et les dynamiques locales entraînent des tensions et des résistances.

Kinyera (2023) met en lumière les relations hiérarchiques entre les forces transnationales et les aspirations locales, soulignant l'importance d'intégrer les perspectives locales pour éviter les échecs des projets de développement. En effet, Kinyera et Doevenspeck (2019), Griffiths (2018) et Chandra (2013 ; 2015) préconisent l'intégration des savoirs locaux dans le processus décisionnel pour garantir un développement durable et inclusif. Hastie (2021) et

Sharp (2011) insistent sur l'importance de remettre en question les pratiques dominantes en valorisant les perspectives locales. Cette approche permet d'examiner de manière critique les inégalités, les mécanismes de domination et les formes de résistance des groupes subalternes. L'intégration des récits et des discours locaux est essentielle pour évaluer l'impact réel des projets de développement. Ces récits, représentant les voix des subalternes, montrent la nécessité d'une géopolitique subalterne qui reconnaît et valorise les contributions des communautés locales (Jazeel 2014 ; Blanco 2022 ; Sharp 2011). L'approche critique privilégiant la perspective des populations révèle l'importance de concilier les préoccupations de développement avec les aspirations des communautés locales, et de comprendre la marginalisation résultant du contrôle des ressources locales (Jazeel 2014).

Le projet de l'oléoduc Bénin-Niger est analysé à travers l'angle des « transcriptions cachées » de la résistance, visant à rendre visibles et lisibles les discours souvent étouffés, il constitue une approche méthodologique riche, conforme à la proposition de Scott (1985). Les formes latentes de résistance, telles que le silence relatif observé dans la mise en œuvre du projet, les stratagèmes et murmures entourant le processus de dédommagement des personnes affectées, constituent des pistes de recherche prometteuses (Briggs, Sharp 2004).

Le choix spécifique du projet de construction de l'oléoduc Bénin-Niger ouvre une perspective originale de compréhension de la vision du développement au Bénin. Contrairement à d'autres projets controversés d'infrastructure, tels que l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est (EACOP) ou, dans une moindre mesure, l'oléoduc transportant le pétrole tchadien via le Cameroun, le projet Bénin-Niger est resté relativement discret et hors des radars médiatiques faute de contestations majeures.

Démarche méthodologique

La démarche méthodologique adopte des principes d'ethnographie multi-site sur une période de neuf mois, décomposée en deux phases distinctes. Ces phases ont permis de couvrir plusieurs sites du tracé de l'oléoduc. Le premier volet du terrain, s'étendant de mars à septembre 2022, a concentré son attention sur les communes de Tchaourou et de Gogounou. Cette première phase a été cruciale pour établir une base solide de compréhension des enjeux locaux et des premières réactions des populations directement affectées par le projet. La seconde phase, entre janvier et février 2023, a été mise en place dans les zones urbaines de Cotonou et Sèmè-Kpodji. Cette extension du terrain a offert

une perspective complémentaire en intégrant les centres urbains dans l'analyse, où les implications de l'oléoduc se manifestent de manière distincte par rapport aux zones rurales visitées précédemment. Cette diversification des sites renforce la représentativité des résultats obtenus.

La collaboration avec les autorités locales et les élus a permis un accès privilégié aux personnes directement affectées par la construction de l'oléoduc. Ces rencontres ont été essentielles pour recueillir des informations de première main sur des aspects spécifiques tels que les superficies perdues, les démarches de compensation financière et les investissements réalisés avec ces compensations. Il est important de reconnaître que les autorités locales, en tant que parties prenantes, possèdent des perspectives et des intérêts qui ne sont pas neutres, ce qui ajoute une dimension complexe et potentiellement conflictuelle à l'analyse. Les entretiens semi-structurés, au nombre de quatre-vingt-sept, ont été conduits avec une variété d'acteurs sociaux, notamment les autorités locales, les notables, les faiseurs d'opinion, les jeunes, ainsi que les personnes affectées par le projet. Cette diversité d'entretiens a permis d'obtenir différentes perspectives d'acteurs impliqués dans le projet. Ces entretiens formels ont complété les données informelles, enrichissant ainsi l'analyse globale.

L'observation directe sur le terrain a été une composante essentielle pour appréhender les dynamiques locales autour du projet. Elle a permis de documenter les espaces de dialogue, le processus de recensement des ayants-droits aux compensations, ainsi que les instances et mécanismes de dédommagement. Cette immersion directe a fourni une compréhension contextuelle et *in situ* des interactions sociales et des dynamiques communautaires liées au projet.

L'examen de documents techniques, tels que les rapports d'étude d'impact environnemental et social, les fiches techniques du projet, ainsi que d'autres sources comme les coupures de presse, les vidéos de terrain, les documents de travail, les affiches, et les documents des agents sur place, a permis de compléter la collecte de données. Cette démarche documentaire a enrichi l'analyse en fournissant des informations contextuelles provenant de sources variées.

En résumé, la démarche méthodologique adoptée vise à capturer la complexité des dynamiques sociales et des perceptions liées à la construction de l'oléoduc en Afrique subsaharienne.

L'oléoduc Bénin-Niger : catalyseur de développement pétrolier et dynamique de coopération ?

Le projet de l'oléoduc Bénin-Niger représente une avancée majeure dans l'histoire du Niger, marquant une étape significative dans l'exploitation de ses ressources pétrolières. Grâce à la collaboration avec la CNPC et la création de la raffinerie de Zinder (SORAZ) en 2012, le Niger a pu exploiter une partie de ses champs pétrolifères à Agadem, dans l'extrême-nord-est du pays. Le « Projet intégré d'Agadem » repose sur des réserves estimées à plus de 500 millions de barils. Depuis 2011, la production quotidienne est d'environ 20 000 barils de brut, traités par la SORAZ⁴, destinés au marché domestique et à l'exportation vers des pays voisins comme le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso. Entre 2008 et 2017, le Niger a réalisé 166 puits d'exploration, découvrant 106 nouveaux gisements avec des réserves estimées à 815 millions de barils⁵. Les investissements dans ce projet comprennent la réalisation de nouveaux puits, l'extension des stations de pompage et de traitement, ainsi que la construction d'infrastructures essentielles.

Pour exporter son pétrole, le Niger a initié un projet de construction d'oléoduc. Deux options ont été envisagées : se connecter à l'oléoduc Tchad-Cameroun ou en construire un nouveau. La décision a été prise en faveur de la construction d'un nouvel oléoduc, avec deux tracés possibles : l'un passant par le Nigeria et l'autre par le Bénin. Finalement, le tracé Niger-Bénin a été retenu malgré son coût plus élevé. Le 18 avril 2017, le ministère nigérien du Pétrole a sollicité la China national oil & gas exploration and development corporation (CNODC) pour les études de préfaisabilité du pipeline sur les deux axes envisagés. La décision en faveur du tracé passant par le Bénin a été officialisée le 23 janvier 2019, lors de la signature de la convention entre le ministre nigérien du Pétrole et son homologue béninois.

Les critères ayant guidé la décision en faveur du Bénin sont diversifiés, reflétant une approche basée sur des considérations historiques, économiques et sécuritaires. Parmi ces facteurs déterminants, les relations diplomatiques et commerciales solides entre les deux États occupent une place prépondérante. L'histoire de coopération entre le Niger et le Bénin, tant sur le plan diplomatique que commercial, a contribué à renforcer les liens entre les deux pays. La stabilité politique et la sécurité prévalant au Bénin ont également été des

4. La SORAZ (Société de raffinerie de Zinder) est une coentreprise entre la China national petroleum corporation (CNPC) qui détient 60 % du capital, et l'État nigérien qui en détient 40 %.

5. Une précision faite par le magazine *New African* (2021), basé à Londres.

éléments cruciaux pour la décision. Par ailleurs, les conditions avantageuses accordées au projet, combinées à un cadre réglementaire favorable à l'investissement, ont joué un rôle déterminant. Des initiatives telles que l'e-visa, le Code des investissements attractif, la mise en place de l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx), la réforme du « *Doing Business* », le Code numérique, la réforme du Code foncier, l'assouplissement des dispositions du Code du travail, et la création des zones économiques spéciales ont contribué à créer un environnement propice aux affaires.

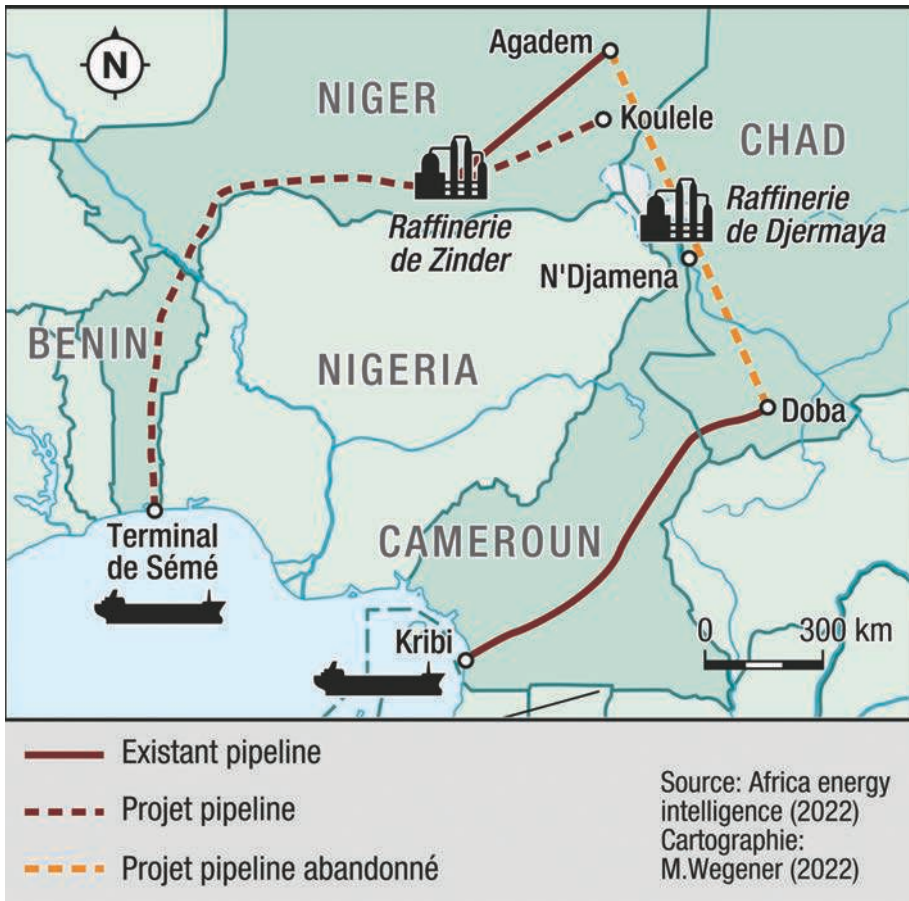


Fig. 1. Tracés prévus et effectif de l'oléoduc.

Les enjeux socio-économiques et environnementaux du projet d'oléoduc au Bénin

La construction de l'oléoduc de 687 km au Bénin, évaluée à 600 milliards de francs CFA et financée par la CNODC vise à établir le pays comme un *hub* d'exportation de pétrole brut. Le tracé traversera 17 communes, impactant divers écosystèmes et affectant plus de 602 148 habitants. Cette infrastructure nécessite la construction de huit stations de pompage, 24 vannes, et une station terminale à Sèmè. Sur le plan technique, l'oléoduc de 508 mm en acier X60 fonctionnera en mode fermé à température ambiante, avec une pression de conception de 9 MPa (mégapascals) et un débit de 4 500 000 tonnes par an. L'itinéraire précis a été défini en 2018.

Ce projet, considéré comme le plus important investissement privé au Bénin depuis son indépendance doit créer 3 000 emplois temporaires et entre 300 et 500 emplois permanents. Les retombées économiques prévues dépassent les 300 milliards de francs CFA en droits de transit et recettes fiscales sur les vingt premières années. De plus, des investissements dans les infrastructures communautaires sont prévus, contribuant au développement socio-économique des régions traversées par l'oléoduc.

Bien que l'oléoduc apporte des avantages économiques significatifs, il présente également des défis environnementaux et sociaux, notamment en termes d'emprise au sol et d'impact sur les écosystèmes locaux. Selon les indications d'un responsable technique à Gogounou, l'emprise directe de l'oléoduc au Bénin s'étend sur une bande de 20 mètres centrée sur la ligne du tracé, incluant la tranchée de l'oléoduc et la route d'entretien. Cette bande s'étend de la frontière Bénin-Niger jusqu'au terminal de Sèmè, avec une zone de sécurité simulée de 500 mètres, soit 250 mètres de chaque côté du tracé.

L'emprise au sol de l'oléoduc varie selon les phases du projet. Durant la phase de préparation et de construction, elle inclut la bande des 20 mètres ainsi que les zones nécessaires aux activités de construction et travaux auxiliaires, pouvant dépasser une bande de 500 mètres. En phase d'exploitation, deux types d'aire sont identifiés : une aire normale limitée à 684 kilomètres par 20 mètres et des zones nécessaires pour les stations. Au terminal pétrolier, cette aire s'étend également sur la mer. En cas d'incident, l'étendue de l'aire d'influence dépend de la nature de l'accident et peut être localisée. La figure 3 offre une représentation visuelle organisée de la zone d'influence, couvrant environ 100 mètres de part et d'autre du tracé, soit une bande totale de 200 mètres.



Fig. 2. Itinéraire de l'oléoduc et des régions traversées au Bénin.

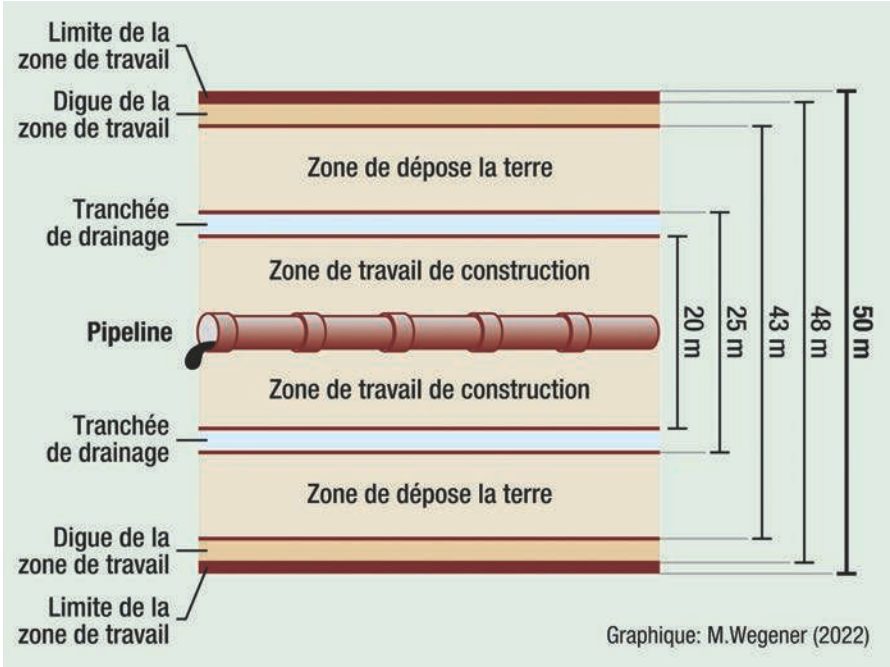


Fig. 3. Emprise de l'oléoduc.

Source : données de terrain, 2022.

L'emprise au sol du projet exerce un impact substantiel sur les activités de la population locale dans le nord du Bénin. À ce titre, un représentant du projet basé à Cotonou rapporte ce qui suit :

Les villages du Borgou sont les plus touchés, représentant 38 % de la population affectée, suivis des villages de l'Alibori avec 27 %. Parmi la population affectée, 31 % travaillent dans l'agriculture. Les villages du Borgou comptent la plus grande proportion de population agricole, soit 38 %, suivis par ceux de l'Alibori avec 31 %.⁶

Ce propos conduit à l'exploration des potentiels impacts du projet sur l'agriculture. Les activités de construction et l'installation de l'oléoduc dans les départements du Borgou et de l'Alibori ont entraîné la dépossession de terres et de plantations pour certains individus. L'oléoduc a engendré des dommages substantiels le long du corridor, notamment dans les zones où les agriculteurs cultivent le mil, le maïs, et surtout l'oignon qui constitue la principale culture commerciale des populations rurales des villages de l'Alibori. Par ailleurs,

6. Interview réalisée à Cotonou, le 23/08/2022.

dans le Borgou, le projet a eu un impact sur la culture de l'igname, du maïs, du sorgho, ainsi que d'autres produits vivriers.

Un agriculteur affecté par le projet de l'oléoduc dans l'arrondissement de Tchatchou partage son expérience de la manière suivante :

J'ai perdu plus de 4 ha dans cette histoire de pipeline. Nous n'étions pas vraiment préparés à cela. J'ai perdu également plus de 2 ha d'anacarde... Des zones de pâturage peuls ont été également détruites et cela constitue un problème pour nous à l'avenir... Il y a trop de personnes qui sont touchées par le projet⁷.

Dans le contexte de cette déclaration, il est manifeste que, au-delà du secteur agricole, le secteur agro-pastoral a également subi des impacts. Des dommages sont clairement observés sur des arbres fruitiers tels que les anacardiés, les manguiers, les pieds de néré (*Parkia biglobosa*), et le karité (*Vitellaria paradoxa*).

Néanmoins, à travers le projet de construction de l'oléoduc, plusieurs retombées positives sont anticipées, notamment la création d'emplois pour les jeunes, l'augmentation des revenus et le développement économique local. Ceci est intégré au discours d'élus locaux favorables du projet :

Le pipeline fait déjà des heureux, le gouvernement a lancé le recrutement des jeunes ouvriers, dans ma commune ici à Tchaourou, plusieurs jeunes ouvriers sont recrutés pour le bonheur de tous... Attention, on ne recrute pas tout le monde. Il faut au moins avoir un métier. Je connais des jeunes soudeurs qui travaillent actuellement avec les Chinois... On apprend que dans les autres communes également, c'est pareil... Nos jeunes désœuvrés peuvent aujourd'hui faire quelque chose et gagner un peu d'argent. On espère que cela va durer⁸.

Le projet prévoit également l'ouverture de nouvelles voies dans les localités concernées, ainsi que la réalisation d'infrastructures sociocommunitaires de base. En plus de ces avantages, le projet offre des opportunités d'installer la fibre optique jusqu'au Niger et de construire un port pétrolier.

Pour le Bénin, ce projet représente une source potentielle de recettes supplémentaires, générées par le droit de passage de l'oléoduc et l'augmentation des activités du port de Cotonou. L'importation de près de 2 000 kilomètres

7. Interview réalisée le 20/07/2022 à Tchatchou.

8. Entretien avec un élu local de Tchatchou, réalisé le 24/08/2022.

de tuyauterie et divers équipements destinés aux stations de pompage du Bénin contribuera également à dynamiser l'économie locale.

L'affirmation de cet élu local de Tchatchou confirme que le projet est actuellement dans sa phase opérationnelle, avec des retombées positives bénéficiant à la jeunesse qualifiée des zones locales. Bien que ces emplois soient considérés comme temporaires, ils sont bénéfiques pour les populations locales. Une autre commerçante, rencontrée à proximité du site de Gogounou, exprime ce qui suit :

Depuis que les travaux de soudure du pipeline ont démarré dans notre zone, nous vendons assez à manger, le marché s'anime bien et nos jeunes, nos maris ne se limitent plus au champ. J'ai mon jeune frère qui travaille avec les Chinois quand bien même il a son atelier. Il gagne plus et nous sommes contents pour lui... Notre souhait est qu'il y [ait] d'autres projets du genre⁹.

Les figures 4 et 5 fournissent des informations sur les activités en cours sur le terrain, notamment les opérations de soudure de l'oléoduc et l'enfouissement de celui-ci dans la zone de Gogounou. Ces activités sont réalisées par la main-d'œuvre locale.



Fig. 4. Travaux de soudure de l'oléoduc à Gogounou.

Source : données de terrain, 2022.

9. Entretien réalisé à Gogounou, le 12/09/2022.



Fig. 5. Enfouissement de l'oléoduc à Gogounou.

Source : données de terrain, 2022.

Au-delà de ces avantages, des initiatives locales sont entreprises par le gouvernement à travers ses démembrements sur l'ensemble du territoire national, dans le cadre du dédommagement des populations affectées par l'oléoduc. Les autorités responsables du projet de l'oléoduc Bénin-Niger fournissent des efforts pour communiquer sur le projet, notamment les autorités locales. Cependant, les enquêtés déplorent l'implication tardive des principaux acteurs, à savoir les propriétaires terriens. Ce n'est qu'à la veille de la mise en œuvre du projet que les sensibilisations et les dédommagements ont été initiés.

Ainsi, un chef d'arrondissement de la zone concernée, pour justifier les stratégies de communication mises en place dans le cadre du projet, a déclaré ce qui suit :

Ces affiches montrent à suffisance qu'il y a une certaine transparence dans la gestion du projet « pipeline ». Par exemple, au sujet des espaces expropriés, les sinistrés ont la possibilité de venir les consulter pour d'éventuelles réclamations. Nous avons été instruits par le gouvernement à travers le ministre des Mines et de l'Eau de veiller aux problèmes des victimes et de les leur remonter pour éviter d'éventuels mécontentements de la part des populations, c'est pourquoi, nous organisons à leur intention des séances de sensibilisation pour

leur faire comprendre les aspects du projet encore flous à leur niveau... Je les accompagne même à Parakou pour des réunions ou pour percevoir leur argent de dédommagement. Nous les accompagnons aussi dans la gestion efficiente de leur argent¹⁰.

L'analyse de la liste des personnes affectées par le projet, ainsi que les observations sur le terrain, révèlent que les femmes, bien qu'elles soient en très faible nombre, ont été prises en compte dans le processus de dédommagement. L'aspect « genre » a été une préoccupation majeure, non seulement pour les autorités du pays, mais aussi pour les différents partenaires impliqués dans la réalisation du projet. Trois femmes sont impliquées dans le processus dans l'un des arrondissements concernés. Elles sont prises en compte en tant que propriétaires terriennes, deux ayant acquis leurs terres par achat et une par héritage. Cette réalité sur le terrain éclaire la dynamique des pratiques de gestion foncière en faveur des femmes, remettant en question les débats persistants sur le nonaccès des femmes aux ressources foncières, une manifestation évidente de la discrimination foncière qui semble persister malgré les réformes en cours dans le pays.

Selon nos entretiens, le gouvernement s'est basé sur la loi n° 2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi des finances pour la gestion 2018 pour déterminer le prix du remboursement. Cette loi fixe le taux réel de cession de terre en 2018.

Un élu local de Kandi, explique que :

De plus, les prix des biens affectés ont été déterminés à partir des enquêtes réalisées dans les villages traversés par le pipeline et des expériences issues d'autres projets. Ces prix varient suivant les biens affectés et tiennent compte des réalités du milieu¹¹.

Concernant les arbres forestiers, le remboursement est basé sur le prix du marché lors de la décision de vendre l'arbre forestier isolé. Pour les arbres fruitiers, la compensation est établie en fonction des récoltes futures, avec une estimation basée sur la production annuelle. Les mesures de compensation envers les personnes affectées reflètent la préoccupation du gouvernement de réduire les risques sociaux au niveau local. Cette perspective de développement contraste avec l'expérience de l'Ouganda, où, depuis 2015, la mise en œuvre du projet de construction de l'oléoduc, partant de l'Albertine Graben en Ouganda jusqu'au port de Tanga en Tanzanie, a rencontré des obstacles. Le projet suscite

10. Interview réalisée le 2/09/2022.

11. Détails apportés par un élu local de Kandi à la suite de nos échanges tenus le 12/09/2022.

des débats tant au niveau national qu'international. Des organismes de défense des droits de l'homme et de protection de l'environnement protestent pour la sauvegarde des intérêts des personnes affectées, remettant en cause l'aspect social non inclusif des décisions prises. L'internationalisation des revendications locales, avec l'implication d'organismes de protection de l'environnement, entrave la construction de l'EACOP. La perspective subalterne permet ainsi de comprendre que le niveau local peut souvent apparaître comme un champ où se confrontent de multiples forces et contradictions, mais également comme un frein pour les grands projets de développement.

L'exploration approfondie de notre recherche, associée à divers entretiens avec des acteurs locaux, des personnes directement touchées par l'oléoduc, des femmes, des artisans et des enseignants des communes concernées, permet d'affirmer que l'enthousiasme attendu de l'avènement d'un projet d'une telle envergure reste mitigé. Pour le gouvernement, il représente un projet d'une ampleur inédite depuis les indépendances. Cependant, les informations disponibles sur le projet demeurent fragmentaires, se limitant souvent aux revenus escomptés pour l'État grâce au tracé de l'oléoduc et au transport du pétrole vers Sèmè, ainsi qu'aux milliers d'emplois à créer.

La répartition précise des retombées entre les différents villages impactés par le projet reste floue. Les discours politiques évoquent la construction d'infrastructures sociocommunautaires, mais il demeure difficile de déterminer avec exactitude leur nombre réel et leur affectation spécifique. Un élu local de l'arrondissement de Gounarou, souhaitant préserver l'anonymat, exprime son point de vue de manière plus explicite. Il affirme :

Ils sont venus de Cotonou nous expliquer qu'il y aura des infrastructures communautaires à construire, pour les communautés locales. Mais, pourquoi ne peuvent-ils pas tenir compte de nos besoins ? Ils auraient pu demander notre avis. Les besoins des populations diffèrent d'un milieu à un autre. Pourquoi doivent-ils tout faire à notre place¹² ?

Dans son développement, il s'interroge :

Ceux-là dont on a pris les terres, que deviendront-ils quand ils auront fini de bouffer les sous ? Est-ce de cela qu'ils ont besoin ? L'argent, c'est comme la fumée, cela s'évapore vite¹³.

12. Interview réalisée le 18/09/2022.

13. *Ibid.*

L'élu local met en lumière une préoccupation essentielle concernant les conséquences des grands projets de développement, comme la construction de l'oléoduc Bénin-Niger. Il s'interroge sur le sort des personnes expropriées de leurs terres en échange de compensations financières, en soulignant le caractère éphémère de l'argent comparé à la perte durable des moyens de subsistance et du lien à la terre.

Développement discret et enjeux de participation locale

Les témoignages exposent clairement une participation restreinte des populations à toutes les étapes du projet de construction de l'oléoduc. Les décisions relatives aux infrastructures destinées aux communautés locales sont prises à l'échelle nationale, avec une implication limitée des élus locaux. Ces derniers, interrogés lors de nos entretiens, ont indiqué que leur rôle dans le processus est marginal. Les initiatives, de la sélection des sites de passage au tracé de l'oléoduc, en passant par les mesures de compensation, sont prises au niveau national. Les élus locaux sont principalement chargés de l'application et de la mise en œuvre de ces mesures à l'échelle locale. En tant que représentants de l'État au niveau local, ils ne sont généralement pas en position de s'y opposer, accompagnant plutôt le gouvernement dans la réalisation du projet sans remettre en question les décisions prises.

Des critiques sur la gestion du projet de l'oléoduc ne manquent pas. Un instituteur de Gogounou souligne que l'argent reçu en compensation a influencé les opinions, étouffant l'esprit critique dans les discussions publiques. Il avance également que la crainte, omniprésente dans le pays, dissuade les individus de porter un regard critique sur le projet, craignant d'être étiquetés comme opposants au régime.

Personne ne veut critiquer ce régime par crainte de se retrouver en prison... Sinon, au-delà du fait que le projet va renflouer les caisses du trésor public, il est vraiment souhaitable que nous ayons un regard critique sur l'impact du pipeline sur l'environnement. Quelles sont les dispositions que l'État prend pour nous assurer une meilleure sécurité environnementale. Au Nigéria, on apprend que les gens vandalisent le pipeline et se servent de l'essence. Qu'en sera-t-il ici au Bénin ? Le pétrole rime avec l'insécurité, la guerre. Nous voilà déjà malmenés par les attaques du côté des parcs de la Pendjari et du W et des villes qui les environnent telles Tanguiéta, Karimama. Que fait l'État pour nous éviter plusieurs fronts de conflit¹⁴ ?

14. Entretien réalisé à Gogounou-centre, le 17/09/2022.

Tandis que le discours de l'instituteur suscite la réflexion critique, celui d'un transporteur, propriétaire de camion, offre une perspective sans équivoque. Selon lui, le tracé de l'oléoduc représente une opportunité pour le Bénin, un avantage non négligeable permettant de bénéficier des retombées du pétrole sans être producteur. Il encourage même le gouvernement à explorer d'autres possibilités d'obtenir du pétrole par le biais de prospections.

Cependant, la majorité des personnes affectées par l'oléoduc estime ne pas être suffisamment informées sur le projet. Durant les enquêtes sur le terrain pour déterminer les zones de passage de l'oléoduc, les populations ont rapporté avoir observé des individus équipés d'appareils investir leurs champs, sans pour autant obtenir des informations préalables détaillées. Cela souligne le besoin d'une communication plus transparente et inclusive pour informer adéquatement les communautés locales sur les développements du projet.

Je ne sais pas pourquoi le projet est passé sur mon domaine. J'ai surpris deux individus un matin, dans mon champ avec un petit avion (drône) survolant mon champ et deux Chinois en train de déraciner mes plants de manioc, et j'ai pris peur. Ils n'ont pas voulu communiquer avec moi. J'ai appris par la suite que c'était pour relier le Benin et le Niger dans le cadre d'un projet qui profiterait à notre pays. C'est plus de 10 hectares et 20 mètres de largeur qui m'ont été pris. Oui, nous avons été recensés et payés. Ce sont les agents de la mairie qui nous ont aidés dans le processus. Nous avons été même jusqu'à Kandi pour retirer l'argent. Je n'ai reçu aucun papier après. Et même s'il y avait un papier, je ne sais pas, parce que je me suis fait assister par un frère qui travaille à la mairie et je ne sais pas si lui il a pris un papier. Mon avis est que je ne maîtrisais rien sur le projet, il fallait être instruit pour comprendre certaines choses mais on a quand même été payé et je pense que c'est ça le plus important... L'argent m'a permis d'acheter 12 hectares à 27 kilomètres d'ici, de construire un bâtiment en bloc de trois pièces, de me remarier et d'acheter une moto pour ma fille qui est au collège à Parakou¹⁵.

Le témoignage poignant d'une personne touchée par le projet met en lumière l'utilisation de l'argent reçu en compensation. Cette ressource financière a servi à remplacer les terres perdues et à lui donner un nouvel élan financier. Les fonds ont été investis dans diverses réalisations, notamment la construction de bâtiments, l'achat de moyens de transport, l'acquisition de bœufs pour les éleveurs, etc. En somme, l'indemnisation a contribué significativement au mieux-être des individus affectés.

15. Entretien réalisé au kiosque du marché de Gounarou, le 17/09/2022.

Notre observation sur le terrain confirme cette tendance, avec la construction de nouveaux bâtiments, et le renouvellement du patrimoine perdu, à savoir la terre. Les autorités locales, en collaboration avec le ministère responsable de la gestion du projet de l'oléoduc, semblent jouer un rôle actif dans la sensibilisation des personnes affectées. Cette démarche vise à encourager une gestion prudente des fonds reçus. Un élu local près de la station de pompage de Tékparou insiste sur cette nécessité en affirmant :

Vous savez, le ministre Adambi, nous a sensibilisés et a promis de revenir avec son équipe pour voir ce qui a été fait avec l'argent remis. Cela a fait peur aux gens et chacun fait l'effort pour investir. Avec le régime Talon où les populations souffrent du manque d'argent, il faut bien gérer l'argent gagné¹⁶.

Néanmoins, une ombre d'injustice persiste, car tandis que certains réinvestissent leurs revenus dans l'immobilier, cherchant à améliorer leur qualité de vie, d'autres demeurent dans l'attente de leurs indemnisations. Cette disparité crée une inégalité économique au sein des communautés touchées par le projet. La disparité dans la réception et l'utilisation des indemnisations résulte de l'accès inégal à l'information et à l'éducation, des compétences financières divergentes, des retards administratifs, et des évaluations inégales des terres, soulignant ainsi l'urgente nécessité d'une gestion transparente et équitable de ce processus complexe. Cette situation met en évidence les défis persistants liés à la mise en œuvre équitable des compensations, soulignant ainsi l'importance cruciale d'une gestion transparente et équitable de ce processus délicat.

Oui, je suis propriétaire terrien. J'ai entendu parler du projet à la radio. J'ai vu des gens qui sont passés mesurer mon domaine et le chef du village m'a fait appel pour me dire que le projet là va prendre mes terres. Près de 6 hectares ont été pris et nous avons été recensés. Je n'ai pas encore été payé. Je n'ai reçu aucun papier attestant ou justifiant quoi que ce soit à propos. Il y a un certain nombre de personnes qui sont aussi dans les mêmes cas que moi à Gogounou ici. Nous attendons toujours¹⁷.

Face à la satisfaction apparente de certains acteurs, subsiste une incompréhension durable, associée à une attente perpétuelle d'une amélioration future du sort pour d'autres. À la suite du récit de l'agriculteur mentionné précédemment, un autre cultivateur, exprimant son mécontentement, fournit une explication dans un contexte empreint de nuances scientifiques et académiques.

16. Entretien avec un élu local de Tékparou, le 04/09/2022.

17. Entretien avec un agriculteur de Gogounou, le 02/09/2022.

Je suis de l'arrondissement de Gounarou. Le projet a commencé chez nous, et selon certaines rumeurs, après avoir déterminé la superficie que chacun avait perdue, nous devions être indemnisés avant le début des travaux. Cependant, ils ont déjà enfoui des tuyaux et personne n'a encore reçu de compensation dans l'arrondissement de Gounarou. Oui ! Ils nous ont tous enregistrés mais, ils ne nous ont pas payés. Ils ne m'ont remis aucun papier attestant quoi que ce soit. On m'avait demandé de me faire une carte d'identité que j'ai sur moi actuellement et ils nous ont dit que les terres prises ne nous appartiennent plus et voilà qu'on n'a rien reçu. Comment acquérir d'autres terres ? Je puis vous dire qu'on a eu du mal à circuler pour aller à nos champs. Il y a des trous partout, il fallait contourner à chaque fois et on marchait pour une petite distance¹⁸.

Dans la commune de Gogounou, une atmosphère d'attente, de désespoir et de désarroi prévaut parmi certaines populations. Un des ayants droits en attente de compensation estime que l'impact potentiel du projet sur le village, la commune, ou le pays importe peu ; l'essentiel pour lui est d'être dédommagé équitablement. Il souligne qu'une enquête approfondie révélerait l'existence d'une forme de mafia liée aux compensations, avec des pratiques de chantage et de pots-de-vin impliquant des élus locaux. Cette situation met en lumière une géopolitique subalterne qui favorise l'émergence d'une dynamique d'inégalités de pouvoir, d'inclusion et d'exclusion, susceptible de générer des espaces de précarité et de violence à long terme (Blanco 2022 ; De Genova 2013 ; Sharp 2011 ; Goldring *et al.* 2009).

Bien que le gouvernement déploie d'importants efforts pour impliquer divers acteurs dans la réalisation du projet de l'oléoduc, il est crucial de prendre en compte les aspirations de la population locale tout au long du processus. La rapidité des travaux de construction, le manque d'information sur les gains pour chaque commune traversée par l'oléoduc, et la non-implication des acteurs politiques et institutions universitaires du pays demeurent évidents. De plus, les intrigues et machinations de certains élus locaux constituent un obstacle majeur pour le gouvernement, malgré sa réussite à gagner la confiance de la partie nigérienne. Ces élus peuvent exploiter leurs positions pour détourner des ressources ou manipuler les informations à des fins personnelles ou politiques, exacerbant ainsi les tensions et les résistances au sein des communautés locales et compliquant la mise en œuvre des projets. Dans ce contexte, les affirmations de Briggs et Sharp (2004) et de Cox (1983) sur la nécessité de prendre en compte les aspirations des populations locales apparaissent particulièrement pertinentes. Leurs travaux soulignent que l'inclusion des perspectives locales dans les processus décisionnels renforce non seulement la légitimité

18. Interview réalisée à Gounarou, le 17/09/2022.

et l'acceptabilité des projets, mais aussi la cohésion sociale et l'équité dans la répartition des bénéfices. En intégrant les voix des populations affectées, les gouvernements peuvent mieux répondre aux besoins réels, réduire les conflits et promouvoir un développement durable et inclusif.

La perspective subalterne éclaire de manière approfondie les récits quotidiens qui entourent ce projet de grande envergure. Les reproches formulés portent essentiellement sur l'exclusion marquée des acteurs locaux touchés par le projet, les tensions entre les ouvriers et la population locale, la répartition des avantages du projet, ainsi que les inquiétudes liées à la sécurité de l'oléoduc. Ces récits, murmurés dans les espaces locaux de discussion, révèlent les appréhensions et les critiques de la population locale, illustrant la complexité des nouveaux acteurs engendrant des foyers de corruption à divers niveaux de la société (Pérouse de Montclos 2019). Des exemples concrets incluent des géomètres topographes malveillants et des démarcheurs exploitant les présumés propriétaires terriens dans le but de profiter des indemnisations.

Cette tendance semble également se manifester dans les initiatives gouvernementales visant à intégrer la main-d'œuvre locale qualifiée, et la promotion du « consommons local » à travers le choix d'équipements, de biens et de services locaux pourrait contribuer à un développement plus équitable des localités traversées par l'oléoduc. Cependant, les discours et les actions du gouvernement semblent esquiver les débats critiques autour du projet de l'oléoduc. Si le programme inclusif pour les localités touchées n'est pas amélioré, les élus locaux pourraient se sentir trahis.

Le respect des normes, considéré comme un obstacle sérieux (Witte 2018 ; Kohnert *et al.* 1993), se présente comme un élément de subalternité générant des controverses et l'exclusion des entreprises locales ou nationales. Ces normes incluent souvent des standards internationaux en matière d'environnement, de sécurité, de qualité et de transparence financière, imposés par des acteurs extérieurs tels que les investisseurs internationaux, les ONG, et les agences de développement, et relayées par l'État à plusieurs niveaux.

Cette subalternité observée sur le terrain révèle souvent que le « développement » ou la « modernisation » sont synonymes de perturbation des structures sociales par des interventions extérieures. Les entreprises locales ou nationales, qui peuvent ne pas avoir les ressources ou l'expertise nécessaires pour se conformer à ces standards élevés, se trouvent marginalisées. Ainsi, les normes internationales, bien que visant à promouvoir des pratiques durables et éthiques, peuvent paradoxalement engendrer des inégalités et des tensions

sociales lorsqu'elles ne prennent pas en compte les réalités locales et les capacités des acteurs nationaux.

Conclusion

L'article sur l'oléoduc Niger-Bénin, en adoptant une perspective de géopolitique subalterne, met en lumière une imbrication complexe d'enjeux socio-économiques et environnementaux. Elle confirme et nuance les théories de la « malédiction des ressources » et de « l'État rentier », démontrant ainsi que l'exploitation pétrolière, bien que prometteuse pour le développement économique, présente des risques significatifs de concentration des richesses et d'aggravation des inégalités locales. L'analyse, enrichie par les travaux de Pérouse de Montclos (2019), Wenar *et al.* (2018) et Mazzucchi (2017), va au-delà des approches conventionnelles pour exposer les lacunes des politiques gouvernementales qui excluent les communautés locales du processus décisionnel et exacerbent ainsi les tensions sociales préexistantes. En intégrant l'étude de cas spécifique du projet de l'oléoduc Bénin-Niger, l'article illustre concrètement comment ces enjeux se manifestent sur le terrain, en soulignant les défis et les résistances rencontrés par les populations locales.

La théorie de la « malédiction des ressources » postule que les pays riches en ressources naturelles tendent à connaître une croissance économique plus lente et des inégalités accrues en raison du syndrome hollandais, de la corruption des institutions et des conflits pour le contrôle des ressources. Dans le contexte de l'oléoduc Niger-Bénin, ces dynamiques sont évidentes. Malgré les bénéfices économiques potentiels, les perceptions des communautés locales révèlent une méfiance et une résistance face à un projet perçu comme imposé par des autorités distantes et peu communicatives (Pérouse de Montclos 2019 ; Wenar *et al.* 2018).

L'approche subalterne permet de mettre en lumière les perspectives des populations locales souvent négligées dans les discours dominants. En privilégiant une analyse « par le bas », cet article montre comment les communautés locales perçoivent et réagissent aux impacts économiques et environnementaux du projet. L'étude ethnographique révèle une diversité de points de vue, allant de l'enthousiasme pour les opportunités économiques à des préoccupations concernant la perte de terres agricoles et les impacts environnementaux (Appadurai 2009 ; Bhabha 1994 ; Spivak 1988).

L'étude de cas de l'oléoduc Niger-Bénin illustre concrètement ces dynamiques tout en confirmant les théories existantes et soulignant la nécessité

d'inclure les savoirs locaux dans le processus décisionnel. Par exemple, bien que le projet de l'oléoduc Bénin-Niger ait généré des retombées économiques positives comme la création d'emplois et des compensations financières, des tensions subsistent en raison d'une communication insuffisante des autorités et de contestations sur les modalités de compensation et de participation des populations locales.

Enfin, il est crucial de proposer des recommandations pour une meilleure gouvernance des projets d'infrastructure. Celles-ci incluent la transparence, la participation des communautés locales dès la phase de planification, et le respect des normes environnementales. En suivant cette structure, l'étude de cas enrichit les débats théoriques et propose des solutions concrètes, ancrées dans la réalité du terrain. L'article invite à repenser les modèles de développement dominants, en privilégiant une approche holistique et inclusive qui place les populations locales au cœur des décisions, offrant ainsi une perspective nouvelle et pertinente sur les enjeux du développement en Afrique.

Bibliographie

Ablo A D. 2015. Local content and participation in Ghana's oil and gas industry: Can enterprise development make a difference? *The Extractive Industries and Society* 2(2), 320-327.

Adedeji A N, et al. 2016. The role of local content policy in local value creation in Nigeria's oil industry: a structural equation modeling (SEM) approach. *Resources Policy* 49, 61-73. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2016.04.006> (Consulté le 12/04/2023).

Andrews N. 2013. Community expectations from Ghana's new oil find: Conceptualizing corporate social responsibility as a grassroots-oriented process. *Africa Today* 60(1), 55-75.

Andrews N, Siakwah P. 2020. *Oil and development in Ghana: Beyond the resource curse*. London, Routledge.

Appadurai A. 2009. *Géographie de la Colère. La violence à l'âge de la globalisation*. Paris, Payot/Rivages.

Behrends A, Schareika N. 2010. Significations of oil in Africa or: What (more) can anthropologists contribute to the study of oil? *Suomen Antropologi: Journal of the Finnish Anthropological Society* 35(1), 83-86, <https://doi.org/10.30676/jfas.116661> (Consulté le 22/04/2022).

Bhabha H K. 1994. *The Location of Culture*. London/New York, Routledge.

Bierschenk T. 2009. Democratization without Development: Benin 1989-2009. *International Journal of Politics, Culture, and Society* 22(3), 337-357, <http://www.jstor.org/stable/25621929> (Consulté le 12/04/2023).

Blanco M L. 2022. Intimate bordering: Intimacy, anti-blackness and gender violence in the making of the Dominican border. *Political Geography* 99, <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2022.102743> (Consulté le 04/07/2023).

Botes A, Lane A, Cornelissen B. 2018. Africa Oil & Gas State of Play.

Briggs J, Sharp J. 2004. Indigenous Knowledges and Development: A Postcolonial Caution., *Third World Quarterly* 25(4), <https://doi.org/10.1080/01436590410001678915> (Consulté le 12/09/2023).

Bulgrin E. 2022. Inclusion and Exclusion in Local Governance: A Post-Development and Spatial Perspective on a Field Study from Benin. In Amrhein B, Naraian S (ed.) *Reading Inclusion Divergently (International Perspectives on Inclusive Education* vol. 19). Bingley, Emerald Publishing Limited, 93-108. <https://doi.org/10.1108/S1479-363620220000019007> (Consulté le 12/04/2023).

Chandra U. 2013. Beyond Subalternity: Land, Community, and the State in Contemporary Jharkhand. *Contemporary South Asia* 21(1), 52-61.

Chandra U. 2015. Rethinking Subaltern Resistance. *Journal of Contemporary Asia* 45(4), 563-573, <https://doi.org/10.1080/00472336.2015.1048415> (Consulté le 20/05/2023).

Cox R W. 1983. Gramsci, Hegemony and International Relations: An Essay in Method. *Millennium: Journal of International Studies* 12(2), 162-175.

Craggs R. 2018. Subaltern geopolitics and the post-colonial Commonwealth, 1965-1990. *Political Geography* 65, 46-56.

De Genova N. 2013. Spectacles of migrant “illegality”: the scene of exclusion, the obscene of inclusion. *Ethnic and Racial Studies* 36(7), 1180-1198, <https://doi.org/10.1080/01419870.2013.783710> (Consulté le 03/04/2022).

Delori M. 2019. Études de subalternité, in Macleod A, Bonditti P (dir.) *Relations internationales. Théories et concepts*. Outremont, Athéna Éditions, 550-552, <https://shs.hal.science/halshs-02481370> (Consulté le 03/04/2022).

Ferguson J. 2006. *Global Shadows: Africa in the neoliberal world order*. London, Duke University Press.

Goldring L, Berinstein C, Bernhard J K. 2009. Institutionalizing precarious migratory status in Canada. *Citizenship Studies* 13(3), 239-265, <https://doi.org/10.1080/13621020902850643> (Consulté le 04/07/2023).

Griffiths M. 2018. For speaking against silence: Spivak's subaltern ethics in the field. *Transactions of the Institute of British Geographers* 43(2), 299-311.

Hastie A. 2021. Hastie, A. 2021. Postcolonial Geopolitics: Reading Contemporary Geopolitics in Maghrebi-French War Films. *Geopolitics* 28(1), 239-256. <https://doi.org/10.1080/14650045.2021.1882426> (Consulté le 23/04/2023).

Helbert M. 2021. *Women, Gender and Oil Exploitation*. Cham, Palgrave Pivot, 97-114.

Jazeel T. 2014. Subaltern geographies: Geographical knowledge and post-colonial strategy. *Singapore Journal of Tropical Geography* 35(1), 88-103.

Jazeel T, Legg S. 2019. Subaltern studies, space, and the geographical imagination. *Subaltern geographies* 42.

Kinyera P. 2023. Towards crude transformation: Scaling development in Uganda's Albertine graben. *The Extractive Industries and Society* 15, <https://doi.org/10.1016/j.exis.2023.101280> (Consulté le 20/10/2023).

Kinyera P, Doeverspeck M. 2019. Imagined futures, mobility and the making of oil conflicts in Uganda. *Journal of East African Studies* 13(3), <https://doi.org/10.1080/17531055.2019.1579432> (Consulté le 14/04/2022).

Liguori G. 2016. Le concept de subalterne chez Gramsci. *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* 128(2), <https://doi.org/10.4000/mefrim.3002> (Consulté le 14/04/2022).

Mazzucchi N. 2017. *Énergie : ressources, technologies et enjeux de pouvoir*. Paris, Armand Colin.

Mocavini G. 2019. The Trans-Adriatic Pipeline and the Nimby syndrome. *Roma Tre Law Review*, vol. 1, <https://romatrepress.uniroma3.it/wp-content/uploads/2019/05/The-Trans-Adriatic-Pipeline-and-the-Nimby-syndrome.pdf> (Consulté le 21/09/2022).

Munier F. 2016. 8^e Festival de géopolitique de Grenoble consacré aux « Dynamiques africaines », mars.

Ovadia J S. 2014. Local content and natural resource governance: the cases of Angola and Nigeria. *The Extractive Industries and Society* 1(2), 137-146. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2014.08.002> (Consulté le 03/04/2022).

Owusu-Koranteng D. 2008. Mining Investment & Community Struggles. *Review of African Political Economy* 35(117), 467-473, <https://doi.org/10.1080/03056240802411115> (Consulté le 12/09/2022).

Paiva D, de Oliveira F R. 2021. Luso-Brazilian geographies? The making of epistemic communities in semi-peripheral academic human geography. *Progress in Human Geography* 45(3), 489-512.

Pérouse de Montclos M. 2019. La politique de la France au Sahel : une vision militaire, *Hérodote* 1, 137-152.

Roudier L, Lasserre F, Têtu P L. 2021. Oléoducs et gazoducs : catalyseurs d'enjeux de pouvoir sur des territoires dans l'Ouest canadien. *Cybergeog: European Journal of Geography*, <https://doi.org/10.4000/cybergeog.36393> (Consulté le 03/04/2022).

Said E W. 1997. *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Paris, Seuil.

Scott J C. 1985. *Weapons of the weak: Everyday forms of resistance*. New Haven/London, Yale University Press.

Sélianovski C. 2008. *La frontière de la pauvreté*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Sharp J. 2011. Subaltern geopolitics: Introduction. *Geoforum* 42(3), 271-273, <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2011.04.006> (Consulté le 22/04/2022).

Sharp J. 2019. Practising subalternity? Nyerere's Tanzania, the Dar School and postcolonial geopolitical imaginations, in Jazeel T, Legg S (éds) *Subaltern Geographies. Geographies of Justice and Social Transformation*. University of Georgia Press.

Smith L, Van Alstine J, Tallontire A. 2022. The making of an oil frontier: Territorialisation dynamics in Uganda's emerging oil industry. *The Extractive Industries and Society* 12, <https://doi.org/10.1016/j.exis.2022.101188> (Consulté le 22/04/2022).

Spivak G C. 1988. Can the Subaltern Speak? in Nelson C, Grossberg L (éds.) *Marxism and the Interpretation of Culture*. Basingstoke, Macmillan, 271-313.

Subra P. 2016. *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*. Paris, Armand Colin, <https://doi.org/10.3917/arco.subra.2016.01> (Consulté le 13/05/2022).

Wenar L, Blake M, James A, Kutz C, Mehdiyeva N, Stilz A. 2018. *Beyond Blood Oil: Philosophy, Policy, and the Future*. Lanham, Rowman & Littlefield.

Winters M S, Gould J A. 2011. Betting on Oil: The World Bank's Attempt to Promote Accountability in Chad. *Global Governance* 17(2), 229-245, <http://www.jstor.org/stable/23033732> (Consulté le 12/04/2023).

Witte A. 2018. *An Uncertain Future - Anticipating Oil in Uganda*. Universitätsverlag Göttingen, <https://doi.org/10.17875/gup2018-1090> (Consulté le 03/04/2022).